

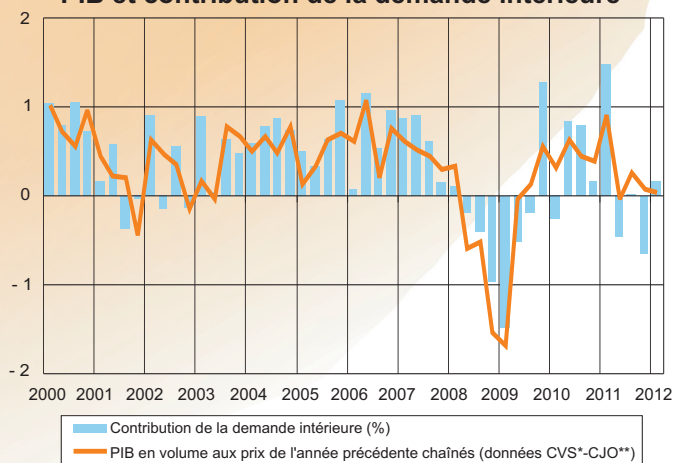


## Stabilisation de l'activité régionale au premier trimestre 2012

### Croissance en panne au niveau national

L'économie mondiale est affectée par plusieurs chocs défavorables subis depuis 2011 : la hausse des prix des matières premières, l'impact économique de la catastrophe du Japon, le durcissement des politiques budgétaires en Europe et aux États-Unis et les tensions sur les dettes souveraines dans la zone euro. Au premier trimestre 2012, l'activité se stabilise dans la zone euro et progresse, mais plus faiblement qu'avant la crise, aux États-Unis et dans les pays émergents. L'activité rebondit en Allemagne (+ 0,5 %) mais se replie encore en Italie (- 0,8 %) et en Espagne (- 0,3 %). En France la croissance est nulle au premier trimestre 2012. La situation s'améliore dans les services et se replie dans l'industrie et le commerce. L'environnement économique est peu propice aux investissements et la consommation des ménages progresse modérément (+ 0,2 %). L'emploi marchand se redresse, mais devrait de nouveau diminuer jusqu'à la fin de l'année. Le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active métropolitaine et pourrait atteindre 9,9 % en fin d'année. Pour les prochains trimestres, la consommation des ménages devrait rester atone, les investissements stables et la croissance française assez faible.

### PIB et contribution de la demande intérieure



\* Corrigées des variations saisonnières

\*\* Effets de jours ouvrables

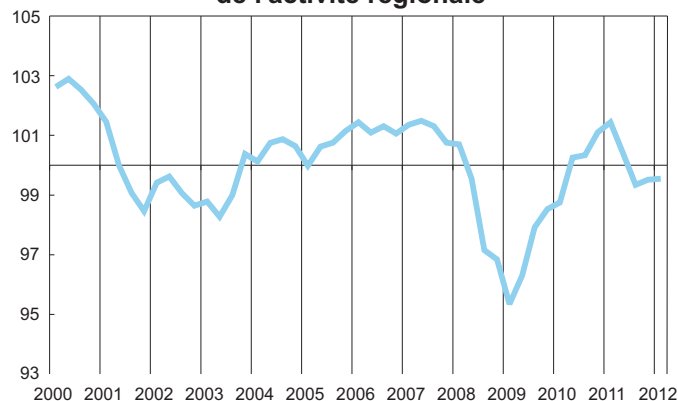
Source : Insee, Comptes Nationaux

### Maintien de l'activité régionale

Au premier trimestre 2012, en région Centre, l'activité se maintient après avoir nettement ralenti en milieu d'année dernière. Le secteur du bâtiment est encore à la peine, la reprise se confirme dans les services et l'industrie se stabilise. Cette accalmie s'accompagne d'un rebond des créations d'entreprise. En parallèle, les échanges commerciaux avec les partenaires étrangers continuent de s'accroître et dépassent les niveaux d'avant crise.

L'emploi salarié marchand diminue encore ce trimestre (- 0,1 %) mais plus faiblement qu'aux périodes précédentes. Cette baisse concerne l'intérim (- 2,2 %) et la construction, les effectifs se maintenant dans les autres secteurs. Comme au niveau national, le taux de chômage régional progresse de 0,3 point et atteint 9,0 % de la population active au premier trimestre 2012.

### Indicateur synthétique de la tendance de l'activité régionale



Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

## Activité économique

### Stagnation de l'activité industrielle

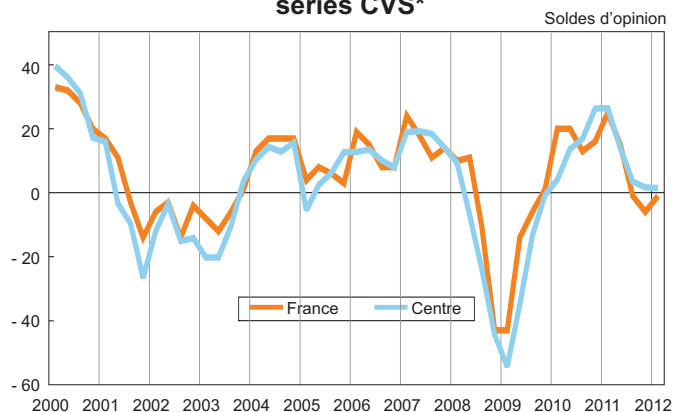
Selon les chefs d'entreprises industrielles interrogés en avril 2012, l'activité se stabilise à un niveau proche de la moyenne de longue période. La demande se renforce et les stocks s'allègent. Les cadences de production s'accroissent dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines, dans la production d'énergie grâce aux températures rigoureuses de février, ainsi que dans la fabrication d'autres produits industriels (textile, chimie, pharmacie...). Pour le second trimestre 2012, les entrepreneurs prévoient un renforcement de la demande intérieure et un maintien de celle étrangère avec notamment un rebond de la demande de matériels de transport, de denrées alimentaires et d'équipements électriques. Succédant à une certaine embellie, un ralentissement se ressentirait dans les industries extractives, l'énergie et la gestion des déchets ainsi que dans le secteur des autres produits industriels.

### Poursuite du ralentissement dans le bâtiment

Au premier trimestre 2012 l'activité dans le bâtiment marque le pas dans la région comme au niveau national, en partie à cause du froid. Ce ralentissement concerne aussi bien les chantiers privés que publics, et est particulièrement marqué dans le secteur de l'amélioration et entretien de l'habitat. Le jugement des entrepreneurs sur leurs carnets de commandes demeure inférieur à la normale avec 5,5 mois d'emploi à temps plein des effectifs. Les prix restent faibles et les trésoreries se fragilisent. Les perspectives générales d'évolution s'améliorent, hormis dans le secteur des logements neufs où l'activité est prévue à la baisse.

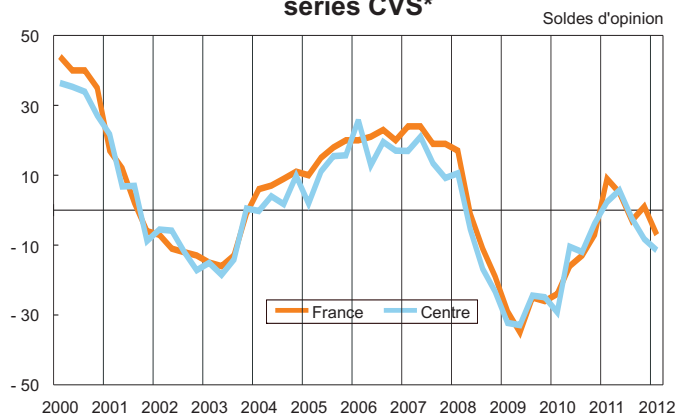
Après une fin d'année 2011 favorable, le niveau des mises en chantier recule au premier trimestre 2012 avec seulement 2 890 logements. En rythme annuel (d'avril 2011 à mars 2012), 12 500 logements sont mis en chantier, soit une diminution de 10,3 % par rapport aux douze mois précédents. Cette tendance est observée aussi bien pour la maison individuelle que le logement collectif.

### Tendance passée de la production dans l'industrie séries CVS\*



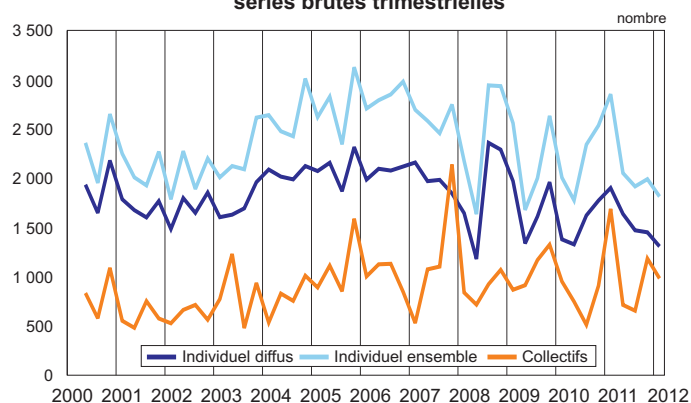
\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

### Tendance passée de l'activité dans le BTP séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

### Logements commencés en région Centre par type de construction séries brutes trimestrielles



Sources : MEEDDM, SOeS - Système Sit@del2

### Construction neuve

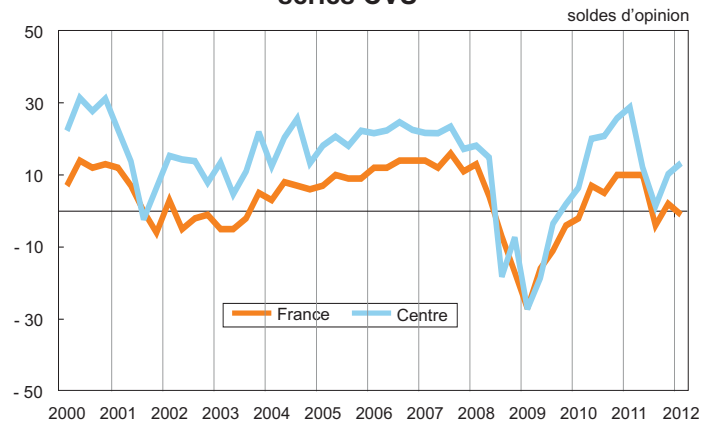
	Données brutes (à date de prise en compte dans le système)			
	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2011	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Logements commencés	2 890	4 794	12 555	- 10,3

Sources : MEEDDM, SOeS - Sit@del2

## Amélioration dans les services

La reprise se confirme dans le secteur des services et les prévisions sont optimistes. L'activité devrait continuer à se renforcer. Les chefs d'entreprises anticipent une hausse de la demande et sont plus confiants sur le devenir de leurs résultats d'exploitation. Tous les secteurs, sauf les activités immobilières, devraient bénéficier de ce regain de dynamisme.

### Tendance passée de l'activité dans les services séries CVS\*

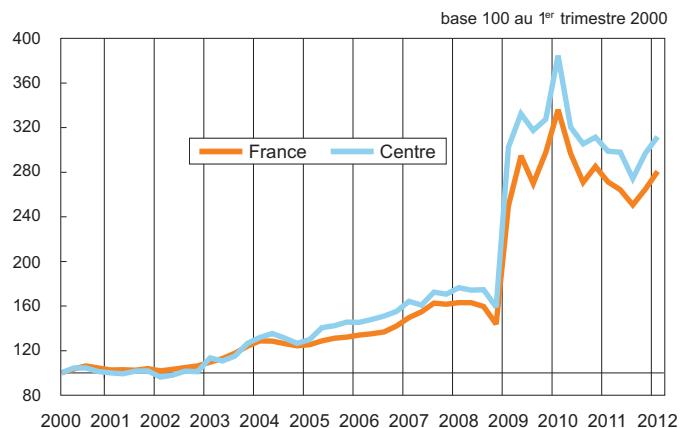


\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

## Plus de 4 500 entreprises créées

Au premier trimestre 2012, le nombre de créations dépasse le seuil des 4 500 entreprises. Ce niveau de création n'a été dépassé que deux fois depuis la mise en place du statut d'auto-entrepreneur. Ce regain de dynamisme est partagé à la fois par les auto-entreprises et les entreprises « traditionnelles ». Sur un an, le fléchissement du rythme des créations s'estompe, les créations totales ne reculent plus que de 5 % (- 11 % les deux trimestres précédents) en raison d'une moindre diminution du volume de créations des auto-entreprises (- 8,4 % sur la période contre - 20,3 % au trimestre précédent). Seuls les secteurs de l'industrie et de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale restent dynamiques sur cette même période. Les autres secteurs sont proches de la tendance globale sauf les activités scientifiques et techniques (- 7,2 %), les activités récréatives, services aux particuliers et activités extra-territoriales (- 11,3 %) et les activités immobilières (- 18,4 %), dont le nombre de créations ralentit plus fortement.

### Créations d'entreprise séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Créations d'entreprise

	Données CVS* : évolution par rapport au trimestre précédent		%
	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	4 <sup>e</sup> trimestre 2011	
Centre	5,0	8,3	
France	6,1	5,5	

\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Créations d'entreprise par secteur

Secteur	1 <sup>er</sup> trimestre 2012 (brut)	1 <sup>er</sup> trimestre 2011 (brut)	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)	Poids du secteur au 01.01.11 (%)
Industries manufacturières, extractives et autres	279	209	1014	3,8	8,5
<i>dont :</i>					
<i>industries manufacturières</i>	226	185	833	4,3	7,8
Construction	809	723	2 675	- 3,5	15,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 321	1 335	4 879	- 3,7	30,9
<i>dont :</i>					
<i>commerce, réparation d'automobile et motocycle</i>	1 048	1 063	3 847	- 3,6	21,6
<i>transports et entreposage</i>	70	78	274	- 3,9	2,5
<i>hébergement et restauration</i>	203	194	758	- 4,1	6,8
Information et communication	177	152	614	- 6,7	2,3
Activités financières et d'assurance	80	89	351	- 1,7	3,6
Activités immobilières	130	175	465	- 18,4	4,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien	763	795	2 816	- 7,2	13,7
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	408	336	1 522	4,2	12,5
Autres activités de services	554	508	1 990	- 11,3	8,9
<b>Ensemble des créations</b>	<b>4 521</b>	<b>4 322</b>	<b>16 326</b>	<b>- 4,8</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Intensification des échanges extérieurs

Le dynamisme commercial se poursuit en 2012. Les échanges atteignent des niveaux exceptionnels : les importations dépassent les 4,5 milliards d'euros et les exportations s'élèvent à 4,8 milliards. Le solde commercial atteint 260 millions d'euros soit presque cinq fois plus qu'au même trimestre de 2011. Sur les quatre derniers trimestres, les importations progressent de 9,5 % (+ 21,5 % pour les produits pharmaceutiques). Les exportations suivent sensiblement le même rythme et croissent de 8,8 % (+ 8,2 % pour les produits pharmaceutiques, + 3,6 % pour les parfums et cosmétiques). À l'export, le principal client reste l'Union européenne, avec une augmentation de 10,0 % sur un an. Les échanges s'amplifient de 12,0 % vers le Proche et Moyen-Orient et de 11,6 % vers l'Asie. L'Union européenne reste le partenaire privilégié pour les imports, leur montant progressant de 19,4 % sur un an. Sur cette même période, les achats en provenance d'Asie baissent de 14,1 %.

### Les chiffres du commerce extérieur

millions d'euros - CAF-FAB (importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2011	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Exportations	4 806	4 340	17 396	8,2
Importations	4 546	4 285	16 726	9,5
<b>Solde</b>	<b>260</b>	<b>55</b>	<b>670</b>	<b>-</b>

Source : direction régionale des Douanes du Centre

### Commerce extérieur : cumul des quatre derniers trimestres (2<sup>e</sup> T2011 - 1<sup>er</sup> T2012)

millions d'euros - CAF-FAB (importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

Exportations	17 396	Importations	16 727
<b>Produits principaux</b>		<b>Produits principaux</b>	
Produits pharmaceutiques	4 260	Produits pharmaceutiques	2 293
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	2 376	Machines et équipements d'usage général	1 320
Machines et équipements d'usage général	1 972	Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	1 270
Matériel électrique	770	Produits électroniques grand public	659
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	536	Appareils ménagers	651

Source : direction régionale des Douanes du Centre

## Emploi salarié

### Légère diminution de l'emploi salarié

La région compte 578 350 emplois salariés marchands, soit une légère baisse trimestrielle de 315 unités. Le recul amorcé depuis plusieurs trimestres se poursuit mais à un rythme qui ralentit (- 0,1 % contre - 0,2 % en fin d'année).

L'emploi se dégrade dans l'intérim (- 2,2 %), de façon plus soutenue que le trimestre précédent (- 1,8 %). Le secteur de la construction est encore affecté par des pertes d'emplois (- 0,2 %), alors que l'emploi industriel stagne et que des créations d'emplois s'opèrent dans le commerce et les services marchands (+ 0,1 %).

Le Loiret cède des emplois (- 0,6 %) après avoir été le seul département à en gagner le trimestre dernier. Les pertes s'accroissent dans le Cher (- 0,9 % après - 0,4 %). L'emploi stagne dans le Loir-et-Cher et la situation s'améliore dans les autres départements : + 0,2 % dans l'Indre, + 0,3 % dans l'Eure-et-Loir et + 0,6 % dans l'Indre-et-Loire.

Dans le Cher, seul le secteur du commerce est créateur d'emplois (+ 0,2 %). L'intérim subit de lourdes pertes (- 12,3 %). Des postes sont également supprimés dans l'industrie (- 0,4 %) et dans les services marchands (- 0,8 %).

Dans le Loiret, les créations dans les services marchands (+ 0,3 % soit 220 postes) ne suffisent pas à compenser la diminution des emplois, notamment dans l'intérim (- 6,7 % soit 750 postes) et dans l'industrie (- 0,9 % soit 400 postes).

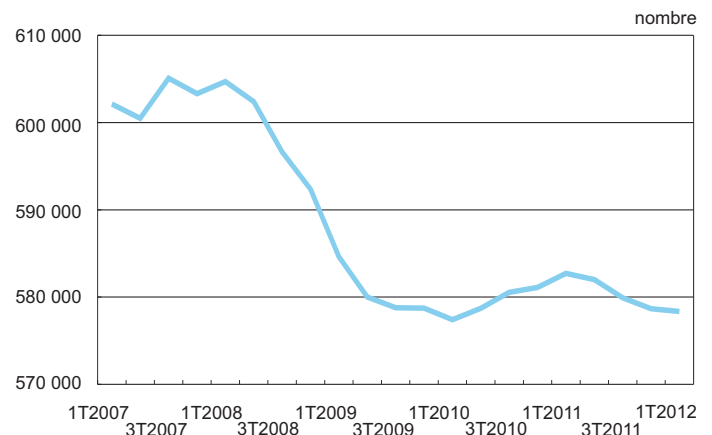
Dans le Loir-et-Cher, l'industrie crée des emplois (+ 1,2 %) et permet la stabilité des effectifs du département.

Dans l'Indre, la construction est le principal secteur qui perd des emplois (- 2,6 %). Les effectifs augmentent dans l'intérim et les services marchands (plus de 200 postes au total), permettant au département d'obtenir un bilan positif.

En Eure-et-Loir, seul le secteur du commerce perd des emplois (- 0,1 %). Dans tous les autres secteurs les effectifs augmentent, particulièrement dans l'intérim, avec une hausse de 5,3 %.

Dans l'Indre-et-Loire, tous les secteurs gagnent des emplois : 800 postes sont créés, dont une centaine dans la construction, et près de 200 aussi bien dans les services que dans l'intérim.

### Emploi salarié de la région Centre séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole

Source : Insee, Estimations d'emploi

### Emploi salarié en CVS\* fin de trimestre

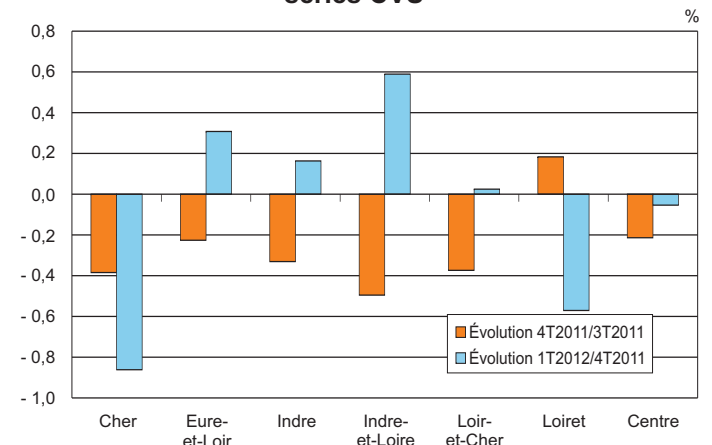
Secteur	Nombre de salariés	Évolution sur trois mois (%)		Évolution sur un an (%)
		1 <sup>er</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	4 <sup>e</sup> trimestre 2011
Industrie	156 533	0,0	- 0,3	- 0,7
Construction	60 033	- 0,2	- 0,1	- 0,9
Commerce	110 781	0,1	0,0	- 0,2
Services marchands hors intérim	222 986	0,1	0,0	- 0,2
Intérim	28 018	- 2,2	- 1,8	- 7,1
<b>Centre</b>	<b>578 351</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,7</b>

\* Corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole

Source : Insee, Estimations d'emploi

### Évolution de l'emploi salarié départemental séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole

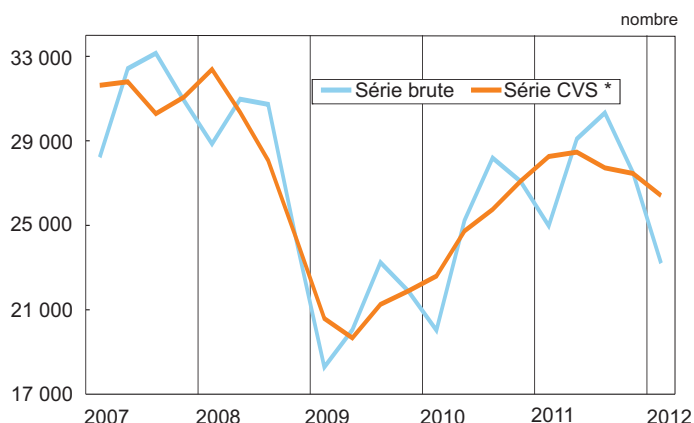
Source : Insee, Estimations d'emploi

## Repli de l'emploi intérimaire

Au premier trimestre 2012, l'emploi intérimaire est en net recul. La diminution est supérieure à celle constatée le trimestre précédent (- 3,4 % contre - 1,0 %), en données corrigées des variations saisonnières.

La construction est principalement touchée par cette baisse, avec une évolution trimestrielle de - 8,7 %, alors que ce secteur affichait une hausse de 2,3 % le trimestre précédent. Les services suivent la même tendance avec une diminution de 4,9 %, tandis que l'industrie connaît une quasi-stabilité. L'emploi intérimaire en équivalent temps plein s'élève à 23 202 emplois au premier trimestre 2012, en données brutes.

### Emplois en ETP dans l'intérim



\* Corrigées des variations saisonnières

Note de lecture : courbes des emplois en équivalent temps plein

Source : Unedic

### Intérim : emplois en équivalent temps plein

Secteur	Données CVS* : évolution par rapport au trimestre précédent (%)		Données brutes			
	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	4 <sup>e</sup> trimestre 2011	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2011	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Industrie	- 0,7	- 4,9	12 053	13 430	56 640	4,2
Construction	- 8,7	2,3	3 193	3 659	16 459	1,5
Services	- 4,9	3,8	7 956	7 890	37 017	6,0
<b>Total</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 1,0</b>	<b>23 202</b>	<b>24 979</b>	<b>110 116</b>	<b>4,4</b>

\* Corrigées des variations saisonnières

Source : Unedic

## Marché du travail

### Augmentation de la demande d'emploi

Au premier trimestre 2012, le taux de chômage régional localisé s'élève à 9,0 %, soit une hausse de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2011. L'évolution est identique à l'échelon métropolitain. De fait, l'écart entre les deux niveaux géographiques se stabilise autour de 0,6 point.

Les taux départementaux enregistrent une hausse inférieure ou équivalente (de 0,0 à + 0,3 point), excepté celui du Loiret qui affiche une augmentation trimestrielle de 0,5 point. Seul le Cher présente un taux de chômage localisé supérieur à celui de la métropole.

Les évolutions annuelles sont plus contrastées : la progression du taux de chômage est supérieure à celle de l'échelon métropolitain pour le Cher, l'Indre et le Loiret, alors que les trois autres départements régionaux affichent une évolution similaire.

Taux de chômage départementaux\*

	1 <sup>er</sup> trimestre 2012* (%)	Variation sur un trimestre (point)	Variation sur un an (point)
Cher	10,1	0,0	0,7
Eure-et-Loir	9,1	0,3	0,4
Indre	8,9	0,2	0,7
Indre-et-Loire	8,4	0,2	0,4
Loir-et-Cher	8,3	0,1	0,4
Loiret	9,3	0,5	0,6
<b>Centre</b>	<b>9,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>9,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>

\*Estimations provisoires au 1<sup>er</sup> trimestre 2012  
Source : Insee, Taux de chômage localisés

### Davantage de demandeurs d'emploi

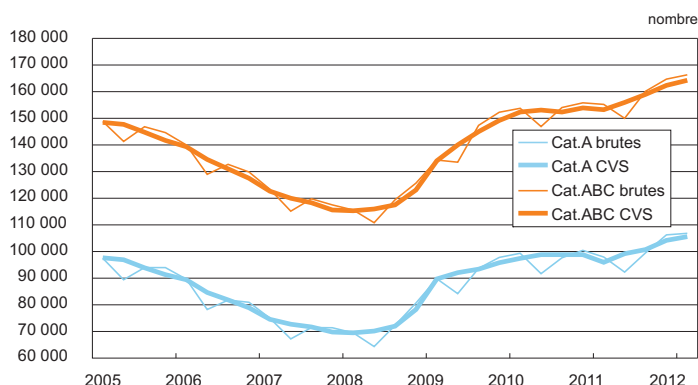
Au premier trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'élève à 105 555 pour la région soit une hausse de 1,3 %. Cette augmentation est supérieure d'un point à l'évolution de la France métropolitaine, qui totalise désormais 2 884 500 demandeurs d'emploi de catégorie A.

Pour les catégories A, B et C, l'écart entre les évolutions trimestrielles régionale et nationale est moindre : + 1,1 % en région et + 0,9 % pour la métropole.

La part des moins de 25 ans demeure supérieure à celle enregistrée au niveau national mais reste stable par rapport au trimestre précédent. La part des femmes inscrites en catégories A, B et C, bien qu'en légère diminution (- 0,3 point), est proche de celle enregistrée au quatrième trimestre 2011, représentant 51,7 % de la demande d'emploi totale.

En région Centre, 36,5 % des demandeurs d'emploi catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus, soit 1,7 point de moins qu'à l'échelon national. Au niveau régional cette proportion n'a pas évolué par rapport au trimestre précédent.

Demandeurs d'emploi en fin de mois



\* Corrigées des variations saisonnières  
Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares ; Calcul des CVS : DIRECCTE du Centre / ESE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

1 <sup>er</sup> trimestre 2012	Centre (CVS* et %)	France métropolitaine (CVS-CJO** et %)
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	105 555	2 884 500
Évolution sur le trimestre (%)	1,3	0,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 624 230	4 309 300
Évolution sur le trimestre (%)	1,1	0,9

\* Corrigées des variations saisonnières  
\*\* Effets de jours ouvrables  
Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares

## Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi de catégories A, B, C

%

Données CVS*	Centre		France	
	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	4 <sup>e</sup> trimestre 2011	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	4 <sup>e</sup> trimestre 2011
Part des jeunes	16,6	16,6	15,0	15,1
Part de chômeurs de longue durée	36,5	36,5	38,2	37,9
Part des femmes	51,7	52,0	50,8	51,0

\* Corrigées des variations saisonnières

Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail, Dares. Calcul des CVS : DIRECCTE du Centre / ESE

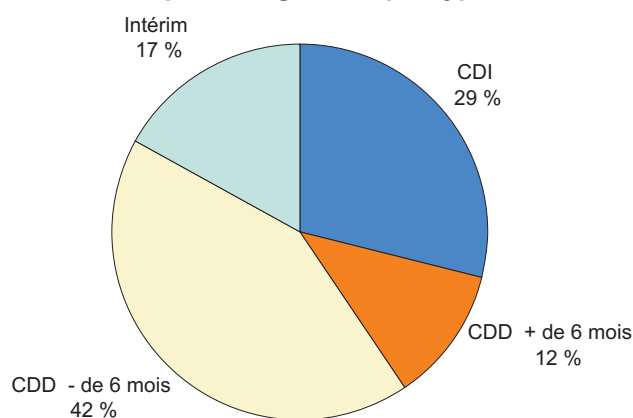
## Diminution des offres d'emploi

Au cours du premier trimestre 2012, 35 931 offres ont été déposées à Pôle emploi, soit un recul de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Si le nombre d'offres en CDD de plus de six mois a progressé de près de 24 % en un an, les autres types d'offres ont tous diminué. Ce sont celles en CDI qui régressent le plus, - 11,8 % par rapport au premier trimestre 2011. Les offres de contrats d'intérim reculent également de 5,8 % en un an.

Comme au premier trimestre 2011, 17 % des offres correspondent à une mission de travail temporaire. La part des CDD de plus de six mois augmente de 3 points, au détriment de celle des CDI, qui cède 2 points, et de celle des CDD de moins de six mois, en retrait d'un point.

## Offres d'emploi enregistrées par type de contrat



Source : DIRECCTE du Centre, fichier Pôle emploi

## Stabilisation du nombre de sorties

Le nombre de sorties des listes d'inscription à Pôle emploi, tous motifs confondus, demeure stable par rapport au premier trimestre 2011 (+ 0,1 %).

Si les sorties motivées par une entrée en stage augmentent de 17,0 % en un an, les sorties pour arrêt de recherche diminuent de 10,7 %. Celles pour reprise d'emploi et absence au contrôle demeurent relativement stables représentant respectivement 20,2 % et 33,9 % du total des sorties.

## Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données brutes	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2011	Évolution par rapport au 1 <sup>er</sup> trimestre 2011 (%)	Part de chaque motif (%)
Nombre de sorties	63 153	63 111	0,1	
dont :				
reprises d'emploi	12 785	12 830	- 0,4	20,2
entrées en stage	4 919	4 204	17,0	7,8
absence au contrôle	21 425	21 334	0,4	33,9
arrêt de recherche	11 280	12 636	- 10,7	17,9
autres motifs	12 744	12 107	5,3	20,2

Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares



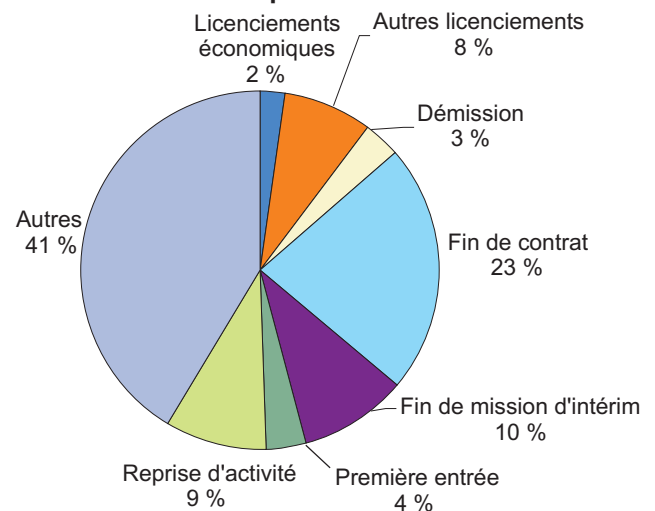
## Des inscriptions en baisse

Pôle emploi a enregistré ce trimestre 55 478 nouvelles entrées en catégories A, B et C, soit une diminution de 12,1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les inscriptions suite à un motif non identifié (« autres ») occupent une place prépondérante dans les entrées de ce trimestre et représentent 41 % de l'ensemble des inscriptions malgré une diminution de 23,6 % en un an. Les premières entrées et les inscriptions suite à un licenciement économique diminuent également, respectivement de 25,7 % et de 20,5 %, mais ces motifs n'expliquent que 4 % et 2 % des inscriptions.

Les entrées suite à une fin de contrat (23 %) progressent de 5,0 % sur l'année. Les inscriptions suite à une fin de mission d'intérim ou pour reprise d'activité augmentent également dans des proportions proches (respectivement de + 3,5 % et + 3,8 %).

### Entrées à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2012



Source : DIRECCTE du Centre, fichier Pôle emploi

#### Avertissement :

En raison d'un incident de gestion rencontré depuis février 2011, le nombre d'entrées a été légèrement surestimé. Cet incident n'a toutefois pas d'effet sur les effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, ni sur l'évolution de ces effectifs d'un mois sur l'autre : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà entrés précédemment. Cette surestimation des entrées explique une partie de l'écart observé ces derniers mois entre la variation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et le solde entre les flux d'entrée et les flux de sortie.

## Pour comprendre ces résultats

### La repondération des enquêtes de conjoncture

Les données sont issues de l'application des résultats de l'enquête nationale de conjoncture dans l'industrie, le bâtiment et les services (voir champs exacts ci-dessous), à l'appareil productif régional. Cette régionalisation prend ainsi en compte la structure particulière de l'industrie, du bâtiment et des services en région Centre. Les résultats sont exprimés en solde d'opinion (défini comme étant la différence entre le pourcentage de réponses en hausse et du pourcentage de réponses en baisse).

Les champs exacts concernés sont en NAF 2008 Rev2 :

- pour l'industrie : industries extractives (niveau BZ en A38 hors B05Z, B06Z, B07Z, B09Z i.e. hors extraction de houille, de lignite, d'hydrocarbures, de minerais métalliques et hors services de soutien aux industries extractives) ; denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac (niveau C1 en A17, hors C12Z produits à base de tabac) ; cokéfaction et raffinage (niveau C2 en A17) ; équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines (niveau C3 en A17) ; matériel de transport (niveau C4 en A17, hors C30D véhicules militaires de combat) ; autres produits industriels (niveau C5 en A17).

- pour le bâtiment : industries du bâtiment dont les entreprises comptent plus de 11 salariés i.e. le niveau FZ en A17.

- pour les services : services marchands (hors services financiers et transports) i.e. Hébergement et restauration (niveau I en A21) ; information et communication (niveau J en A21) ; activités immobilières (niveau LZ en A38) ; activités spécialisées, scientifiques et techniques (niveau M en A21, hors MB recherche-développement scientifique et M75Z activités vétérinaires) ; activités de services administratifs et de soutien (niveau N en A21) ; autres activités de services (niveau S en A21, hors SZ1 activités des organisations associatives).

### Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, on compare donc le trimestre au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, on compare le cumul sur les quatre derniers trimestres au cumul sur les quatre trimestres précédents.

### L'indicateur synthétique régional

Il résume l'activité régionale passée à partir des résultats repondérés des enquêtes de conjoncture : c'est la moyenne pondérée des trois soldes d'opinion sur les tendances passées de l'activité dans l'industrie, le bâtiment et dans les services.

### Les demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi

**Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois). **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

**Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi. **Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### L'emploi salarié

Les indices d'évolution trimestrielle de l'emploi proviennent en majeure partie de trois sources : Urssaf, Unedic et enquête Acemo auprès des entreprises. Les séries trimestrielles sont calées sur les séries annuelles. Ces dernières sont produites avec le dispositif des estimations d'emploi localisé (ESTEL) à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Le champ couvert correspond au secteur privé marchand non agricole. Sont exclus les salariés des secteurs relevant de la MSA (Mutualité Sociale Agricole) et les emplois publics des secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale). Sont également exclues les données des particuliers-employeurs dont la qualité est devenue trop fragile.

Les résultats sont présentés en glissement trimestriel : l'évolution de l'emploi observée au cours d'un trimestre (entre le premier et le dernier jour du trimestre) est comparée à l'évolution observée au cours du même trimestre de l'année précédente.

**Les mouvements de main-d'œuvre** : le taux d'entrée rapporte le nombre d'entrées du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre. Le taux de sortie rapporte le nombre de sorties du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre.

**Le taux de rotation de la main-d'œuvre** : ce taux correspond à la demi-somme des taux d'entrée et de sortie.

**Le taux d'évolution des effectifs salariés** : ce taux est égal à la différence entre le taux d'entrée et le taux de sortie.

### Les créations d'entreprise

La statistique des créations d'entreprise est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. De plus, cette statistique concerne désormais l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

**Le chômage** : en application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

**Le taux de chômage** : c'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

#### DIRECCTE Centre

Directeur de la publication : Michel Derrac  
12 place de l'Étape - CS 85809  
45058 Orléans Cedex 1 - Tél. : 02 38 72 79 10  
Site Internet : [www.centre.travail.gouv.fr](http://www.centre.travail.gouv.fr)

#### Insee Centre

Directeur de la publication : Dominique Perrin  
131 rue du faubourg Bannier  
45034 Orléans Cedex 1 - Tél. : 02 38 69 52 52  
Site Internet : [www.insee.fr/centre](http://www.insee.fr/centre)